



PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Commune de **VILLERS-BRETONNEUX**
S.A. « VIDAM »

ARRÊTE du 11 mars 2002

**Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le chapitre I, titre IV, livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 92-377 du 1^{er} avril 1992 portant application pour les déchets résultant de l'abandon des emballages de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée susvisée ;

Vu le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée susvisée et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 14 septembre 1990 modifié et 29 janvier 1999 autorisant la S.A. « VIDAM », siège social : 128 rue Sully à AMIENS (80000), à exploiter un centre de transit et de prétraitement de déchets industriels pour une capacité annuelle de 11 000 tonnes/an, sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, au lieu-dit « Le Cheminet de Laleu », parcelles cadastrées section S n^{os} 165 et 230 ;

Vu la demande présentée le 23 octobre 2001 par la S.A. « VIDAM » en vue d'obtenir l'autorisation de déplacer l'aire de stockage des bennes à déchets ;

Vu le dossier produit à l'appui de la demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 19 novembre 2001 et les propositions du directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 29 novembre 2001 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 21 janvier 2001 ;

L'exploitant entendu ;

Considérant que les dispositions constructives prévues par l'exploitant permettent de circonscrire les effets thermiques d'un éventuel sinistre aux limites de propriété ;

Considérant que le déplacement de l'aire de stockage des bennes à l'extrémité Ouest du site est une modification notable qui n'ajoute pas de nouvelles rubriques de classement au titre de la nomenclature, qui n'induit pas d'augmentation des capacités et flux caractéristiques de l'autorisation de 1990 et 1999 et qui n'a pas pour effet d'étendre significativement l'impact sur l'environnement des installations déjà existantes ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article 20 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 et notamment dans les formes de son article 18 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Sous réserve des droits des tiers et du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1999 et des dispositions complémentaires du présent arrêté, la S.A. « VIDAM », siège social : 128 rue Sully à AMIENS (80000), est autorisée au sein de son centre de transit et de prétraitement de déchets industriels de VILLERS-BRETONNEUX, parcelles cadastrées section S n^{os} 165 et 230, à exploiter l'aire de stockage des bennes à déchets à l'extrémité Nord Ouest du site suivant le plan annexé.

Article 2 : L'aire de stockage pourra accueillir 15 bennes sur une surface de 420 m². Une aire de manœuvre de 1155 m² en béton hydrofuge étanche permet la manutention des bennes. La zone d'entreposage des bennes sera recouverte d'une toiture monopente vers l'Ouest, fermée sur ses faces Nord, Sud et Ouest par des murs coupe-feu autostables de degré 2 heures.

La zone sera divisée en 5 box séparés par des murs coupe-feu autostables de degré 2 heures, dépassant en toiture de 1 m.

La zone de stockage des bennes dispose d'une rétention spécifique.

Article 3 : A proximité immédiate de la zone de stockage des bennes, l'exploitant devra, conformément à l'article 24.1 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 1999 disposer des moyens de lutte contre l'incendie comprenant au minimum :

- 4 extincteurs à poudre de 6 kg
- 1 extincteur à poudre de 50 kg, monté sur chariot roulant.

Article 4 : L'aire de manœuvre est exclusivement réservée à la manutention des bennes situées au niveau de la zone de stockage. Tout stockage de quelque nature que ce soit et toute opération de conditionnement ou déconditionnement de déchets sont interdits.

Article 5 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX, par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « Picardie La Gazette ».

Article 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VILLERS-BRETONNEUX, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. « VIDAM » et dont une ampliation sera adressée aux :

- Directeur départemental de l'équipement de la Somme ;
- Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- Directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- Directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 11 mars 2002

Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,

Signé : Claude SERRA



**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
POUR AMPLIATION**

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,

Marc COTTEAUX

S.A. VIDAM T.R.D.

CENTRE DE TRANSIT, PRETRAITEMENT
ET TRAITEMENT DE DECHETS INDUSTRIELS
Commune de VILLERS-BRETONNEUX

PLAN D'ENSEMBLE

Rayon : 35 m

Echelle : 1/1 000 - Planche 2



